

## Rythmes scolaires une marche arrière plus ample que prévue

Malgré des délais très brefs 30% des communes repassent à 4 jours dès la prochaine rentrée



Rythmes scolaires une marche arrière plus ample que prévue

De nombreuses écoles primaires repasseraient à la semaine de quatre jours dès la rentrée de septembre. En tous cas près de 30% d'entre elles ont effectué une demande dans ce sens selon un communiqué du ministre Jean-Michel Blanquer publié lundi soir.

Les municipalités avaient jusqu'à jeudi 13 juillet pour se manifester auprès des directeurs académiques des services de l'éducation nationale, les « Dasen ». Lesquels auront le dernier mot pour, après examen des dossiers, autoriser ou non ces dérogations.

Ces demandes émanent essentiellement de petites communes, celles qui ont éprouvé le plus de difficultés à organiser et financer les activités périscolaires au cœur de la réforme Peillon. Cependant, plusieurs grandes villes ont opté pour la semaine de quatre jours notamment dans le sud de la France.

Dans la région de fortes différences se font sentir, à l'académie de Toulouse les demandes atteignent à peine les 15% avec de fortes disparités selon les départements l'Aveyron 53% par exemple. Dans l'académie de Montpellier : 53% en moyenne mais 83% dans les Pyrénées-Orientales et 85% en Lozère. Dans le Gers seules 14 communes ont opté pour cette solution applicable dès septembre. Castelnau-d'Auzan (primaire), Cazaubon (maternelle élémentaire), Courrensan (élémentaire), Eauze (maternelle élémentaire), Gondrin (primaire), Lagraulet (élémentaire), Lauraët (maternelle), L'Isle-de-Noé (primaire), Lombez (annexe, maternelle et élémentaire), Noilhan (primaire), Polastron (primaire), Pompiac (élémentaire), Samatan (maternelle élémentaire), Seysses-Savès (élémentaire).

Si le mouvement était du même ordre pour la rentrée 2018, la question pourrait être posée sur le maintien général de la réforme Peillon Une question subsidiaire étant posée que deviendra la compensation financière aux communes au-delà de 2018 ? Cet élément à lui seul pourrait bien être déterminant d'autant qu'une coupe budgétaire va être imposée à tous les échelons des collectivités locales.